



URC
union pour la
reconstruction
communiste

Brochure N°2 - nouvelle formule

Juillet 2026

RACISME ET QUARTIERS POPULAIRES

Les jeunes de France face au capitalisme contemporain



Supplément au Manifeste en coédition avec le Cercle Manouchian

RACISME ET QUARTIERS POPULAIRES

LES JEUNESSES DE FRANCE
FACE AU CAPITALISME
CONTEMPORAIN

Table des matières

Introduction	5
Capitalisme et mise en concurrence des différents segments de la classe ouvrière	7
De la convergence des luttes à l'unité de la classe ouvrière	8
Aux fondements du racisme	11
Les racismes français et leurs actualisations	13
L'anti-racisme dont nous avons besoin	16
Jeunesse et quartiers populaires dans le processus révolutionnaire	19
Lutter contre l'impérialisme, ici et là-bas	23
Les jeunes, toujours à l'avant-garde	25

Introduction

Le capitalisme ayant atteint son stade suprême, l'impérialisme, s'enfoncé chaque jour un peu plus dans une crise généralisée. La multiplication des guerres et ingérences impérialistes à travers le monde et l'intensification des processus de fascisation dans différents pays, notamment en France, en constituent les expressions les plus visibles et les plus dangereuses pour l'Humanité. Face à ces défis, les prolétaires de tous les pays et les peuples opprimés ont à relever des tâches majeures et urgentes.

En France, le processus de la reconstruction communiste dans lequel s'inscrit notre organisation, l'URC ne peut avoir des chances d'aboutir que s'il prend à bras le corps la difficile tâche d'unification de la classe ouvrière. Le marxisme-léninisme reste à cet égard le meilleur outil pour développer une analyse de classe cohérente et opérante. Un des principaux apports du marxisme-léninisme est en effet d'avoir mis l'accent sur le caractère fondamental de ce combat pour l'unification des différents segments de la classe ouvrière. C'est ce caractère qui rend incontournable l'organisation du prolétariat en un parti communiste sans laquelle le passage de la « classe en soi » à la « classe pour soi¹ » est impossible.

En France le prolétariat a disposé d'un tel parti, le Parti Communiste Français. Cependant même à cette époque, les positions de ce parti étaient marquées par une inconséquence sur le plan de l'internationalisme, que l'Internationale Communiste a sévèrement critiqué à de nombreuses reprises. Ce fut notamment le cas sur la question coloniale et sur la question immigrée. Ce parti s'est ensuite progressivement transformé en parti réformiste renonçant à l'abolition du capitalisme et abandonnant le nécessaire travail d'unification de la classe des prolétaires Dans le difficile travail de recons-

1 Pour Marx et Engels, le prolétariat (la classe de ceux qui ne possèdent que leurs forces de travail et sont contraints de la vendre pour vivre) existe objectivement même s'il n'est pas organisé en parti et en syndicat. Il est de ce fait objectivement une « classe en soi » même s'il n'en a aucune conscience. Mais être une « classe en soi » ne suffit pas pour que celle-ci agissent concrètement pour défendre ses intérêts. Il faut pour cela une condition supplémentaire : la conscience de constituer une classe distincte ayant des intérêts spécifiques, une conscience de classe. Sans cette conscience la classe dominante peut mettre en concurrence les différents segments de la classe ouvrière et leur désigner des « boucs émissaires » les détournant de leur véritable ennemi de classe. Le passage de la « classe en soi » à la « classe pour soi » n'est pas spontanée. Il est le résultat de l'organisation de la classe et de tous ses segments en parti communiste et en syndicat.

truction d'un Parti communiste nous devons impérativement corriger ce déficit structurel en matière d'internationalisme.

Le prolétariat se retrouvait de nouveau sans outil structurel d'unification² au moment même où s'enclenchait la contre-révolution mondiale consécutive à la disparition de l'URSS. Il restait certes une « classe en soi », mais qui n'était plus une « classe pour soi ». Les différents segments de la même classe ouvrière (jeunes/moins jeunes ; femmes/hommes ; français/immigrés ; précaires/stables ; etc.) se retrouvaient de nouveaux éparpillés et mis en concurrence.

Le mouvement communiste français est aujourd'hui encore trop largement déconnecté des masses et de la classe ouvrière, pourtant moteurs de toute avancée progressiste. Reconstruire ce lien est une nécessité pour nous, communistes organisé.e.s, qui avons pour ambition de contribuer à la reconstruction du parti communiste dont le peuple de France a besoin. Il est à cet égard fondamental de mener une réflexion de fond, à la lumière de la théorie révolutionnaire, pour appréhender de manière juste la complexité des liens entre le système social raciste, la jeunesse et les quartiers populaires.

2 Cette régression est cependant à nuancer. L'histoire ne se traduit jamais par un total retour au passé. Les victoires passées de la classe ouvrières laissent toujours des acquis qui pour être insuffisants sont des points d'appuis pour repartir à l'offensive. Ainsi par exemple, la CGT reste, malgré la progression du réformisme en son sein, un outil d'unification de la classe. En fonction des réalités locales et de la prégnance du réformisme dans celles-ci, ce travail d'unification de la classe est plus ou moins existant et plus ou moins conséquent.

Capitalisme et mise en concurrence des différents segments de la classe ouvrière

Le mode de production capitaliste ne peut fonctionner que par la mise en concurrence de toutes les forces de travail. C'est cette mise en concurrence qui permet une maximisation du profit en exerçant une pression à la baisse sur le prix de la force de travail c'est-à-dire sur les salaires. Pour ce faire il transforme les différences (d'âge, de sexe, d'origine, etc.) en inégalité en exacerbant et en instrumentalisant tous les préjugés issus du passé. Le capitalisme n'abolit donc pas les formes d'exploitation ou d'oppression des modes de production antérieur mais les reconfigure et les récupère pour les mettre à son service. Le patriarcat, le racisme colonial, les préjugés liés à l'âge, etc., sont ainsi recyclés pour diviser la classe ouvrière et freiner la prise de conscience d'une communauté d'intérêt.

Le racisme, le sexisme, l'âgisme, etc., ne sont donc pas des réalités secondaires du capitalisme mais des éléments de sa structure. Ces inégalités sont consubstantielles au capitalisme. Un capitalisme qui ne se baserait pas sur la mise en concurrence de toutes les forces de travail est impossible. L'abolition du sexisme, du racisme et de l'âgisme, etc., sans destruction du capitalisme est en conséquence un non-sens.

Au travail permanent de division de la classe que met en œuvre le capitalisme doit donc être opposé un travail tout aussi permanent d'unification de cette classe. Une telle unité n'est possible qu'en prenant en compte les conditions d'existence et d'exploitation des différents segments de la classe ouvrière créés par la classe dominante. Sans une telle prise en compte concrète l'unification est impossible. Il n'y aura donc pas d'unification de la classe sans antiracisme conséquent, sans combat pour l'égalité totale entre les sexes, sans ancrages dans la partie précarisée de la classe ouvrière, etc.

C'est sur la base de ces éléments que peut être analysé la situation de la jeunesse qui est la première victime de la remise en cause des conquies sociaux arrachés par nos anciens. Les statistiques du chômage, de la précarité, de la pauvreté, etc., en témoignent de manière incontestable.

De la convergence des luttes à l'unité de la classe ouvrière

Depuis maintenant une décennie, nous sommes témoins d'une double réalité. D'une part, les mouvements sociaux s'accumulent positivement, de la lutte contre la réforme des retraites aux Gilets Jaunes, en passant par les révoltes des quartiers populaires et les mobilisations en soutien au peuple palestinien. Bien souvent, c'est la jeunesse qui est à l'avant-garde de ces mouvements, qui sont avant tout des expressions de la lutte des classes sous différentes formes. Mais, d'autre part, ces luttes sociales ne trouvent pas suffisamment de débouchés politiques. Enfin pour une troisième part ces différents mouvements, objectivement anticapitaliste restent juxtaposés et non convergents, décalés dans le temps et fréquemment s'ignorent les uns les autres. Le diagnostic est évident : notre classe est plus que jamais divisée. La déconnexion entre les organisations historiques de la classe ouvrière et les masses travailleuses, particulièrement les jeunes, est une réalité criante. Dans ce contexte, les appels à la « convergence des luttes » sont devenus systématiques.

Mais derrière ces démarches en apparence unitaires, une analyse matérialiste dévoile une réalité plus complexe. Proclamer l'unité ne servira à rien si l'on ne comprend pas les raisons de cette absence de convergence d'une part, et les facteurs objectifs qui peuvent nous permettre de la créer d'autre part. La convergence que nous voulons construire ne peut pas être abstraite. Nous n'appelons pas à l'unité juste parce que c'est un joli concept, nous affirmons au contraire la nécessité politique d'une convergence entre toutes celles et ceux qui ont un intérêt matériel à abattre le capitalisme. L'analyse de classe reste donc fondamentale : parce que le prolétariat n'a à vendre que sa force de travail, il a intérêt à converger dans la lutte contre toutes les formes de domination que crée et entretient le mode de production capitaliste. Au-delà de la diversité des vécus, c'est ce qui fonde notre unité. À d'abstraites appels à la convergence des luttes, nous préférons donc l'unité concrète de la classe ouvrière.

Mais cette convergence entre les différentes fractions du prolétariat qui subissent toutes la violence du capitalisme, même si de manières différenciées (selon l'âge, le genre, l'origine, la religion, etc.), ne peut pas se décréter. Elle doit au contraire se construire, sur la base de l'expérience historique de

la classe ouvrière de France. Car nous avons connu des périodes où cette unité est devenue une réalité, malgré les stratégies de division de la bourgeoisie. Il faut par exemple réapprendre l'histoire de la formidable mobilisation contre la guerre impérialiste dans le Rif marocain pendant les années 1920. A cette période, alors-même que le tout jeune PCF était encore en phase de construction, il a su faire le lien entre les luttes économiques et sociales françaises d'une part et le soutien au mouvement anticolonial dans les nations opprimées par l'impérialisme français d'autre part, sans mettre de côté aucune de ces deux formes de la lutte des classes. Ce lien très concret s'est manifesté par des campagnes d'ampleur, dans lesquelles les jeunes communistes s'étaient par ailleurs particulièrement distingués par leur engagement exemplaire. On ne parlait pas alors de « convergence des luttes », mais les différents segments de la classe ouvrière ont bien su converger dans une lutte politique commune, parce que celle-ci était objectivement progressiste pour toute cette classe ouvrière. Et surtout, car elle disposait d'une avant-garde organisée par le PCF marxiste-léniniste de l'époque. C'est sur la base de ce genre d'expérience historique que le mouvement communiste actuel doit travailler à la reconstruction de l'unité prolétarienne.

Si les appels à la convergence sont donc systématiques, la construction des conditions de cette convergence est en revanche beaucoup plus rare. Trop souvent encore antiracisme (antisexisme, anti-âgisme, etc.) et lutte des classes sont posés comme étant des réalités distinctes. Les premiers sont perçus comme des luttes « sociétales » se surajoutant à une lutte des classes « pure ». Les premiers sont posés comme des « à côté » secondaires, certes à soutenir, mais ne constituant pas une partie intégrante de la lutte des classes. Il en découle que des pans entiers de la classe ouvrières (immigrés et descendants de l'immigration, femmes, jeunes, précaires, etc.) sont relégués au second plan des préoccupations, des mobilisations et des analyses des organisations ouvrières. Plus grave l'antiracisme est encore largement caricaturé et réduit à du « communautarisme » et du « racialisme », l'antisexisme à une opération de division de la classe, etc. . Des revendications élémentaires sont ignorées ou mises au second plan. Au prétexte de ne pas diviser, on nie la réalité de l'expérience différenciée du capitalisme pour les différents segments de la classe ouvrière, fruit des multiples formes de domination que nous subissons. Au prétexte de « fédérer » le peuple, on nie l'ampleur du système social raciste, sexiste, etc.

Il n'y aura pourtant pas de mobilisation commune possible avec les jeunes, les quartiers populaires et les personnes racisées si ces questions essentielles ne sont pas prises en compte et intégrées dans les analyses, les revendications et les pratiques politiques. Nous devons nous battre contre la logique des classes dominantes, qui cherchent toujours à diviser celles et ceux qui devraient être unis et unir celles et ceux qui devraient être divisés. L'unité de la classe ouvrière n'est pas encore une réalité, c'est une construction à venir, condition incontournable de nos victoires futures. Seule une analyse marxiste-léniniste permettra de clarifier les positions de classe indispensables à la (re)construction de cette unité. Arrêtons nous sur la question du racisme qui dans une période de fascisation du capitalisme prend une dimension centrale.

Aux fondements du racisme

Le racisme n'a jamais été simplement une simple option ni une modalité accessoire du capitalisme. Il est fondamentalement inscrit dans son mode de fonctionnement, en est le terreau et la finalité à la fois. La naissance progressive de l'exploitation capitaliste en Europe, lors du passage du féodalisme au capitalisme, a trouvé sa force motrice originelle dans l'exploitation des ressources humaines et naturelles des Amériques. Marx l'a démontré dans *Le Capital* : « Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. ». L'horreur de la « conquête » et les génocides des populations indigènes sont à la source de tout le développement capitaliste européen. Marx encore le rappelait : « Le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores ». Le développement d'une idéologie de hiérarchisation raciale entre les êtres humains était alors nécessaire pour justifier l'horreur absolue qu'a constituée la conquête du monde par les européens.

Au fil des siècles, au gré des évolutions des rapports de classe et du développement inégal du capitalisme selon les pays, ces théories racistes ont évidemment muté également. La mise en esclavage et la déportation des noir.e.s africain.e.s, la colonisation de l'Afrique et de l'Asie, l'arrivée de populations immigrées en Europe puis l'installation dans la durée de leurs descendances sont autant de phénomènes qui ont fait évoluer le système social raciste. Ces évolutions sont par ailleurs dialectiquement liées aux mutations de l'exploitation capitaliste en tant que telle, de sa phase embryonnaire à son développement accéléré, jusqu'à atteindre son stade suprême, l'impérialisme, puis au début de son dépassement dans les expériences de construction du socialisme réel.

Pour analyser avec justesse le système social raciste, nous devons à la fois en comprendre les constantes et en saisir les évolutions. Il ne faut pas confondre forme et fond. Saisir la complexité dialectique du racisme ne doit pas nous faire oublier sa permanence, son horreur et sa violence absolue, par son imbrication inévitable avec le capitalisme. Comme nous l'a enseigné Frantz Fanon : « Le racisme [est] une disposition inscrite dans un système déterminé. [...] Une société est raciste ou ne l'est pas. Il n'existe pas de degrés du racisme. Il ne faut pas dire que tel pays est raciste mais qu'on n'y

trouve pas de lynchages ou de camps d'extermination. La vérité est que tout cela et autre chose existent en horizon. »

La réalité française actuelle est celle d'une classe ouvrière objectivement segmentée en fonction d'une hiérarchisation raciale à la fois très visible et très complexe. Mais aujourd'hui encore, cette division raciale n'est pas qu'une option pour le capitalisme : elle constitue une nécessité structurelle. Pour faire face à la baisse tendancielle du taux de profit, loi absolue du capitalisme, la bourgeoisie est forcée non seulement d'intensifier l'exploitation du prolétariat en général, mais également d'accentuer la sur-exploitation de certaines de ses fractions en particulier. Cette double logique historique d'exploitation et de sur-exploitation est encore très actuelle.

L'une de ses manifestations contemporaines les plus visibles est la lutte politique des mouvements de sans-papiers. C'est bien par le maintien dans une sous-citoyenneté que la bourgeoisie française peut non seulement exploiter ces travailleuses et travailleurs, comme n'importe quel.e prolétaire soumis.e au vol de sa plus-value, mais aussi les sur-exploiter en ignorant les lois protectrices que la classe ouvrière française a imposé par la lutte. C'est pourquoi la seule revendication objectivement progressiste est bien la régularisation de toutes et tous les sans-papiers : elle permet de mettre fin à la sur-exploitation spécifique qu'ils et elles subissent en tant que prolétaires opprimé.e.s, et contribue ainsi à rendre possible l'unité de la classe ouvrière, condition indispensable des combats futurs et actuels contre l'exploitation capitaliste dans son ensemble.

Les racismes français et leurs actualisations

Le concept de contradiction dialectique est fondamental dans la pensée marxiste. Le système social raciste que nous subissons en France est, comme tous les phénomènes, traversé par des contradictions qui rendent son analyse particulièrement complexe. Mais pour le combattre, il faut le comprendre, dans son unité et sa diversité.

Une double réalité est à l'œuvre. D'une part, notre société est très nettement fracturée selon une logique de domination raciale hiérarchisant la communauté nationale en personnes « blanches » et en personnes « non-blanches », dominées et discriminées dans de nombreux domaines de leur vie. Si tous les travailleurs sont exploités, ceux stigmatisés comme « non blancs » subissent des désavantages permanents et une surexploitation spécifique.

Par ailleurs la férocité de l'impérialisme français a provoqué des vagues d'immigrations successives, qui se poursuivent et se diversifient encore aujourd'hui, les vécus de ces personnes « non-blanches » ne sont pas tous similaires. Par son histoire et son présent, la classe ouvrière de France est porteuse d'identités multiples : ses enfants sont de toutes les couleurs, toutes les religions, toutes les origines. C'est pourquoi le système social raciste français est complexe à appréhender : il discrimine en même temps, mais selon des modalités à la fois semblables et différentes, des personnes noires, arabes, musulmanes, rroms, asiatiques, latino, etc. Chacune de ces catégories subit donc des logiques discriminatoires spécifiques, mais elles restent également toutes dominées, parce que « non-blanches », dans le cadre du système en général. Loin de constituer un groupe homogène ces descendants de l'immigration, sont elles mêmes hiérarchisées et inégalement traitées.

La prise en compte de cette double réalité dialectique, en apparence contradictoire, nous force à développer des analyses et des stratégies politiques conséquentes pour être efficace dans nos combats. D'autant plus quand on connaît la tendance des classes dirigeantes françaises au détournement des causes justes pour les rediriger contre les dominé.e.s en les montant les un.e.s contre les autres. L'instrumentalisation politique de la juste lutte contre l'antisémitisme en est une triste illustration. Cette très vieille forme de racisme, européenne avant tout, est aujourd'hui réactivé pour servir à la fois

de caution politique à l'islamophobie en France et de légitimation du projet sioniste à l'international. Les préjugés et les actes antisémites, bien réels, ne pourront pas être combattus sérieusement sans dévoiler cette manipulation, qui ne vise qu'à protéger les classes dirigeantes, hier féodales et aujourd'hui bourgeoises, qui ont trouvé dans cette forme de racisme un parfait leurre pour détourner de la lutte des classes. La seule issue pour éviter toutes ces possibles divisions est de nous battre pour l'unité de la classe ouvrière de France en luttant contre toutes les formes de racisme de manière claire, en liant à la fois tous les combats spécifiques entre eux, et avec le combat révolutionnaire en général.

Les personnes non-blanches connaissent intimement l'ampleur des discriminations racistes. Elles sont inscrites dans le fonctionnement même de la société française depuis des siècles et touchent tous les domaines de la vie : santé, éducation, emploi, logement. Ce sont des réalités quotidiennes ressenties dans les chairs et les esprits de millions de personnes. Ces multiples formes de discriminations en acte coexistent avec une idéologie raciste et des préjugés tout aussi anciens. Et si la lutte a contraint le racisme à changer d'expression, il n'a pas disparu pour autant. Certaines formes de discrimination sont certes devenues illégitimes, voire illégales, mais elles ont simplement pris d'autres visages : plus indirectes, mais tout aussi destructrices. Devenues ordinaires, elles sont donc souvent invisibles pour celles et ceux qui ne les vivent et subissent pas. L'interdiction hypocrite des statistiques ethniques en France permet de cacher les réalités que les discriminé.e.s connaissent bien : la sur-représentation des enfants de l'immigration dans les prisons et les hôpitaux psychiatriques, le chômage et la précarité, l'échec scolaire, le logement insalubre, ou les contrôles de police.

Nous ne prétendons pas ici à l'exhaustivité, ni à analyser en détail chaque forme que peut prendre le système social raciste français. Cela nécessite un travail d'ampleur, spécifique à chaque forme, basé à la fois sur les acquis de la théorie marxiste-léniniste mais également sur les expériences vécues par les personnes premières concernées. Cette synthèse est d'autant plus complexe à construire que les racismes français s'entretiennent aussi par leurs imbrications avec d'autres formes de dominations. Les femmes en particulier les subissent avec une violence exacerbée. L'islamophobie contemporaine est ainsi par exemple profondément liée au patriarcat : le contrôle du corps des femmes a trouvé une nouvelle expression dans les incessantes lois anti-voile

qui discriminent nos camarades musulmanes qui le portent. D'une manière générale, toutes les formes de discriminations raciales sont exacerbées et démultipliées pour les femmes racisées, qui subissent également les discriminations sexistes et toute la violence du patriarcat. C'est pourquoi l'antiracisme de classe que nous voulons développer ne pourra être conséquent qu'en l'alliant à un féminisme de classe, et inversement, car comme l'a démontré Angela Davis : « Nous ne pouvons pas atteindre une véritable libération sans transformer toutes les relations de pouvoir dans la société. »

L'antiracisme dont nous avons besoin

Face à l'ampleur des phénomènes de discriminations et à leur caractère systémique, notre héritage est défaillant. Bien sur, le mouvement ouvrier français a mené des luttes antiracistes exemplaires qu'il convient de rappeler. Il a même été, en particulier pendant la période de la CGTU (1921-1936), le porteur d'un antiracisme de classe le plus conséquent. Cependant, même dans ces périodes, l'imprégnation du racisme au sein de la classe ouvrière hérité de l'embrigadement colonial du 19^{ème} siècle a toujours été sous-estimé. Il en a découlé un antiracisme variable selon les périodes et surtout ayant tendance à se découpler de la lutte de classe pour s'orienter vers une approche morale.

Cette vision morale de l'antiracisme ne pouvait qu'être encouragée par la bourgeoisie française et en particulier par son représentant social-démocrate qu'est le PS. L'antiracisme moral n'est pas un hasard ou une simple erreur d'analyse mais au contraire le fruit d'une construction consciente par la bourgeoisie française. L'opération « SOS Racisme » à partir des années 1980 en est le meilleur exemple. C'est pourquoi les communistes ne peuvent pas se contenter de l'antiracisme mais doivent développer un antiracisme anticapitaliste. Sans sa dimension anticapitaliste l'antiracisme ne peut être qu'inconséquent, partiel, momentané, ne s'attaquant qu'à quelques conséquences et non aux causes, etc.

Face à l'antiracisme édenté de certaines fractions de la bourgeoisie nous devons donc lui opposer un antiracisme de classe. Car face à cet antiracisme désarmé, a toujours également existé un antiracisme politique et révolutionnaire. Des projets égalitaires dans les faits se sont toujours dressés contre les systèmes oppressifs, comme lorsque la Commune de Paris accorda la citoyenneté aux étrangers.e.s. Malgré ces lueurs d'espoir, et bien que les rapports de force soient mouvants selon les périodes, la réalité actuelle est celle de forces politiques et de syndicats qui sous-estiment fortement l'importance de la lutte contre les discriminations racistes.

Pour reconstruire un mouvement antiraciste conséquent, il faut veiller à deux dérives potentielles. La première est l'oubli du système de domination commun à tous les travailleurs qu'est le capitalisme. Une telle dérive conduit à un éparpillement des luttes au prétexte de prendre en compte chaque forme du racisme séparément. Sans la prise en compte du système d'exploitation

commun, le risque de diluer la perspective révolutionnaire dans des luttes uniquement sectorielles est au rendez-vous. La lutte des classes reste le moteur de l'histoire, et seul le combat contre le mode de production capitaliste peut donner une vraie perspective antiraciste à nos luttes concrètes.

Pour autant, s'il s'agit bien d'un système global que nous combattons, celui-ci ne discrimine pas tout le monde indistinctement, tous azimuts, mais instaure bien une pyramide des dominations sur la base de l'origine. L'antiracisme anticapitaliste doit donc s'emparer du combat contre les discriminations racistes comme axe essentiel de mobilisation sans lequel l'unification de la classe est durablement impossible. L'offensive idéologique et médiatique visant à légitimer le mythe du « racisme anti-blanc » doit nous mettre en garde : seule une vision révolutionnaire et systémique, fondée sur l'analyse de classe, peut permettre de combattre efficacement les manifestations de racisme qui gangrènent nos vies.

La deuxième dérive consiste donc, à l'inverse, à n'analyser que le système capitaliste en général, sans prendre en compte la complexité des manifestations spécifiques qu'il prend pour chaque segment du prolétariat. S'attaquer à un racisme abstrait, sans proposer d'analyses ni de revendications concrètes permettant d'améliorer la vie de toutes les parties du prolétariat, est une impasse. Un antiracisme abstrait qui invisibiliserait les revendications spécifiques des fractions du prolétariat issues de l'immigration postcoloniale n'est d'aucune utilité pour le travail d'unification de notre classe. C'est notamment le cas quand le racisme est dénoncé de manière générale sans remettre en cause les pratiques, les institutions et les lois qui le produise et le reproduise. Le racisme a une base matérielle (la surexploitation des segments issus de l'immigration du prolétariat) et une fonction politique (diviser le prolétariat). Un antiracisme matérialiste ne peut que s'attaquer à cette base et à cette fonction. C'est également le cas quand sous prétexte d'unité certains « antiracistes » s'opposent aux auto-organisations des fractions issues de l'immigration au prétexte qu'elle diviserait la classe. C'est ici confondre cause et conséquence. C'est justement parce que les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier n'ont pas suffisamment pris en charge ces revendications spécifiques que ces dernières ont émergées

Nous ne nous battons pas contre un capitalisme lointain, mais pour changer radicalement et au plus vite les conditions matérielles d'existence de toutes et tous, quelles que soient nos origines, nos religions, nos couleurs de

peau. Cela implique de rompre avec le pseudo universalisme abstrait défendu par la classe dominante et imbibant malheureusement encore fréquemment les organisations ouvrières et de faire nôtre la vision d'Aimé Césaire : « ma conception de l'universel est celle d'un universel [...] riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers. »

Le prolétariat n'a rien à gagner aux discours dominant sur « l'identité nationale », « l'assimilation », « la grandeur de la France » ou le « modèle français ». Ce qui fait son unité c'est sa place dans le système d'exploitation, sa dépossession des moyens de production et son intérêt commun à abattre le capitaliste. Ce qui le constitue ce n'est ni une communauté de race, de culture, de religion ou d'origine mais une communauté d'intérêts.

Jeunesses et quartiers populaires dans le processus révolutionnaire

Après une séquence, consécutive à la chute de l'URSS, où le capitalisme semblait être redevenu hégémonique, sa crise généralisée, fondamentalement liée au processus de fascisation en France, est en train d'inverser la tendance. Les jeunes prolétaires de la France actuelle, qui ont grandi sans perspective d'avenir pour l'emploi et le logement, qui connaissent les contrats précaires et la désindustrialisation, se sont également formé.e.s et socialisé.e.s politiquement dans une période rythmée par la destruction de nos conquies sociaux, le génocide en Palestine, les violences policières et les révoltes des quartiers populaires. Les transformations du capitalisme contemporain, de plus en plus pourrissant, sont des facteurs objectifs de radicalisation de ces jeunesses. C'est également un terreau fertile pour que la classe ouvrière, seule classe véritablement révolutionnaire, puisse enfin formuler la synthèse de l'antiracisme de classe dont nous avons tant besoin.

Pendant, au-delà du système de domination raciale français, une autre ligne de fracture se perpétue en parallèle, empêchant également la construction de l'unité de la classe ouvrière. De manière persistante, les quartiers populaires sont perçus comme des territoires dépolitisés, extérieurs à nos luttes. Déjà particulièrement victimes de la relégation sociale, du manque de services publics et des discriminations racistes, les habitant.e.s des quartiers populaires de France ont également vu les organisations politiques qui devraient défendre leurs intérêts désertir le terrain. Des problématiques égalitaires très concrètes, comme les discriminations dans l'attribution de logements sociaux, dans l'accès aux services publics, dans les conditions de santé, etc., sont insuffisamment investies par les organisations qui devraient défendre notre classe. Si l'entreprise a toujours été, et est toujours, un lieu essentiel de mobilisation militante communiste, le territoire de vie en est un autre tout aussi important. Cela été vrais hier et l'est encore plus aujourd'hui où une partie importante de notre classe connaît un travail précaire les faisant naviguer d'une entreprise à l'autre, d'un CDD à un travail précaire, de périodes d'emplois à d'autres de chômage.

La déconnexion entre le mouvement social organisé et les quartiers populaires est en grande partie réelle. Mais elle n'est pas indépassable. D'abord, parce qu'elle sont le résultat de la disparition de l'outil d'unification de la

classe ouvrière qu'était le PCF. L'analyse marxiste-léniniste nous apprend que ce sont toujours les dynamiques réelles des modes de production qui provoquent l'évolution des réalités sociales et des idées, et pas l'inverse. « L'âme vivante du marxisme est l'analyse concrète d'une situation concrète » disait Lénine, et c'est donc rationnellement, tête froide, que nous devons chercher à comprendre la réalité sociale de nos quartiers populaires dans la France contemporaine. Sans quoi on court le risque de tomber dans des analyses essentialisantes qui ne nous permettront jamais de créer le « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses » comme disait Marx.

La dynamique historique et actuelle des quartiers populaires de France est partiellement connue, mais leur réalité politique est encore analysée de manière idéaliste. Ils sont l'héritage de l'histoire antérieure des faubourgs parisiens (Saint-Antoine, Saint-Marcel, etc.), où vivaient dans la pauvreté le Tiers-État puis la classe ouvrière, et qui furent d'importants foyers d'agitation révolutionnaire, de la Révolution de 1789 à celles du 19^{ème} siècle (1830, 1848, 1871). Les classes sociales ont toujours été géographiquement réparties.

Pour nos quartiers populaires contemporains, ce sont des évolutions économiques et sociologiques très concrètes et matérielles qui sont à l'œuvre. Au parcage après-guerre dans des bidonvilles de fortune des immigré.e.s de la première génération a succédé l'installation durable de leurs descendant.e.s dans des quartiers sous-développés, les « grands ensembles », en périphérie des grandes-villes. Aujourd'hui, ce sont des enfants de l'immigration de parfois troisième ou quatrième génération qui continuent de vivre au quotidien les discriminations racistes et la relégation sociale que connaissaient déjà leurs parents à l'arrivée en France. La présence forte des immigrés et de leur descendance française dans les quartiers populaires reflète leur présence forte dans la classe ouvrière. Elle vit dans ces quartiers avec les autres ouvriers qui n'ont pas eu la possibilité de quitter ces espaces relégués.

Cet enracinement des immigrations malgré l'impossibilité d'accéder à l'égalité réelle explique le fossé toujours très concret entre la réalité matérielle du « prolétariat blanc » en général et celle du « prolétariat racisé », dans les quartiers populaires en particulier. Fossé qui s'accroît d'autant plus qu'on constate depuis le début des années 2000 des phénomènes de départ des membres du « prolétariat blanc » qui le peuplent de ces quartiers populaires. Le discours idéologique de la classe dominante est de présenter la dégrada-

tion des conditions d'existence dans ces quartiers populaires comme issue des populations immigrées et de leurs descendants français qui y habitent. Cette approche « culturaliste » masque les politiques d'austérité, de casse des services publics et d'abandon de ces quartiers populaire. Mais là encore, il ne faut pas voir cette différence, cette contradiction objective, comme absolument antagoniste. Au contraire, il faut travailler à son dépassement dans une perspective progressiste. C'est par la prise de conscience de l'ennemi commun (la bourgeoisie française) et la construction d'outils politiques pour défendre chaque partie du prolétariat en particulier que l'on pourra dépasser ce fossé et travailler à l'unité de la classe ouvrière.

Comment pourrait-on donc prétendre unir notre classe sans dénoncer clairement les violences policières racistes ? Sans revendiquer l'abrogation des lois islamophobes ? Sans dénoncer les manifestations persistantes du racisme dans les discours politiques et journalistiques, dans les représentations médiatiques ? Sans se battre pour la création d'instances d'évaluation, de contrôle populaire et de répression des discriminations dans les entreprises, les administrations, les services publics ? Ces revendications immédiates et urgentes sont portées par les jeunes de France et nous montrent que la période de l'antiracisme désarmé doit être mise derrière nous.

L'opération médiatique et politique, de construction d'une opposition entre « la France des bourgs et la France des tours », entre les « deux France qui ne se parlent plus, qui ne se comprennent pas et qui s'opposent », est à l'inverse de notre projet politique. Ces tentatives de division ne pourront cependant pas être dépassée par des vœux pieux, mais par la prise en compte réelle de la réalité sociale des millions de victimes du racisme en France. Elle ne pourra pas non plus être surmontée si l'on continue à considérer nos quartiers populaires comme des lieux dépolitisés où l'on devrait aller apporter une analyse révolutionnaire. En réalité, même si les manifestations sont encore souvent embryonnaires et non organisées, ces espaces constituent avant tout des avant-gardes de la lutte révolutionnaire dans notre pays. Les révoltes de 2005 ont été un point de bascule dans la réalité politique des quartiers populaires de France ; celles de 2023 sont venues rappeler que rien n'avait changé en 20 ans. Bien sur il ne faut pas idéaliser ces révoltes mais il ne faut pas non plus sous-estimer leurs potentialités révolutionnaires. Dans les deux cas, en 2005 comme en 2023, ces explosions de colères, caricaturées en émeutes et réprimées massivement, sont des formes concrètes de la lutte

des classes, qui ne pouvait alors pas s'exprimer de manière plus efficace par manque d'organisation révolutionnaire. Elles doivent nous pousser à mieux faire, avec ambition mais sans paternalisme.

Lutter contre l'impérialisme, ici et là-bas

La permanence et l'intensification des discriminations racistes en France ne doivent pas être analysées uniquement à la lumière de la crise du capitalisme français. Certes, il est de plus en plus clair que notre bourgeoisie nationale est en crise. La phrase de Lénine pour définir une situation révolutionnaire, « En bas on ne veut plus et en haut ils ne peuvent plus » reflète de plus en plus la réalité politique de notre époque. Mais la crise du capitalisme n'est pas uniquement française, elle est généralisée. Ce sont donc les dynamiques économiques et politiques mondiales qui influencent notre pays.

L'impérialisme redevenu hégémonique après la défaite du camp socialiste et la chute de l'URSS est aujourd'hui de plus en plus contesté. Les peuples d'Asie, d'Afrique et des Amériques font face à des processus de recolonisation et de balkanisation directs ou indirects. Les génocides au Congo et en Palestine, ainsi que les attaques contre le Venezuela et l'Iran, en sont des témoignages. Face à cette nouvelle marche à la guerre, des mouvements parfois contradictoires impulsent des résistances anti-impérialistes partout dans le monde. L'agressivité renouvelée de l'impérialisme doit donc être analysée comme une manifestation de son pourrissement et pas uniquement de sa force. Malgré toutes les horreurs et les souffrances, les peuples prennent conscience, s'organisent et résistent. Dans cette dynamique globale, l'impérialisme français est particulièrement en crise.

Les mouvements contre le Franc CFA ou les APE, les campagnes « France dégage », les coups d'État patriotiques en Afrique de l'Ouest, constituent ainsi des défaites objectives pour la vieille Françafrique. Alors qu'au moment des indépendances la bourgeoisie française avait négocié sa place dans le système impérialiste mondial (puis, particulièrement par la suite, sa place dans l'Union européenne) en assumant la fonction de gendarme en Afrique, cette domination militaire, politique, économique, est aujourd'hui largement remise en cause. L'expulsion des soldats français du Niger, du Mali et du Burkina Faso en est l'expression, et a porté un coup important au capital financier français.

La prise en compte de ce contexte doit nous permettre de faire le lien entre ce qui se passe « ici et là-bas ». Le processus de fascisation français, l'intensification des formes de racisme et les résistances populaires qu'elle provoque, sont des phénomènes qui ne peuvent être compris sans intégrer

cette dimension internationaliste. Pour la bourgeoisie française le racisme n'est pas une option mais une nécessité, conséquence de la crise. Racisme en France et impérialisme à l'étranger sont intrinsèquement liés. Économiquement avant tout, par la structure même du mode de production capitaliste. Celui-ci repose en effet sur une double exploitation : celle de chaque prolétariat par sa bourgeoisie nationale, et celle des périphéries dominées par les centres impérialistes. Mais cette domination est évidemment également politique et idéologique. La destruction du Moyen-Orient à partir des années 1990 a ainsi par exemple trouvé sa caution dans une islamophobie de plus en plus débridée en France et aux États-Unis. De même, les ingérences politiques et militaires en Afrique subsaharienne sont toujours sous-tendues par le mythe de la vieille mission civilisatrice coloniale envers des peuples « mal gouvernés ».

C'est l'un des enseignements fondamentaux du léninisme que d'avoir démontré la nécessité d'un internationalisme conséquent, pas seulement en paroles mais en actes. Parce que, comme l'avait affirmé Marx, « le peuple qui subjugue un autre peuple se forge ses propres chaînes », nous faisons nôtre le slogan léniniste « Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous ! ».

Les jeunes, toujours à l'avant-garde

La période actuelle suscite de grandes craintes. Le risque fasciste est réel, tant dans les urnes que dans la rue. Mais la période est aussi porteuse d'espoir. Les mobilisations contre le génocide à Gaza, les mouvements sociaux successifs montrent que les jeunesses de France, au-delà d'être objectivement l'avenir du processus révolutionnaire par le simple mouvement de génération, peuvent se mobiliser massivement dans la lutte des classes, sous différentes formes. Bien évidemment, la jeunesse ne sera jamais une classe sociale en soi, magiquement unie et fondamentalement révolutionnaire. Néanmoins, c'est bien sur les épaules des jeunesses que repose le développement du mouvement révolutionnaire, la concrétisation de la révolution et la construction du socialisme. Et si les nouvelles générations sont particulièrement révolutionnaires en général, les jeunesses racisées et des quartiers populaires le sont aussi en particulier. La réalisation de ce potentiel révolutionnaire dépendra de la capacité des communistes déjà organisé.e.s à leur donner une place dans l'organisation de la lutte des classes, tant sur le plan théorique que pratique.



***Supplément du Manifeste,
en co-édition avec le Cercle Manouchian***

urcommuniste.fr · urc@communistesdefrance.fr

9 rue St André 13014 Marseille

Prix indicatif : 5€